Entretien publié en Pologne en 2004

1) *Que pensiez-vous et qu'espériez-vous lorsque le bloc soviétique s'est désintégré ? Qu'est-ce qui s'est réalisé et qu'est-ce qui a échoué ?*

J'ai accueilli avec faveur la chute du système soviétique, régime pour lequel je n'avais pas de sympathie, essentiellement parce que j'y ai vu la possibilité d'une réunification de l'Europe. J'ai toujours été favorable à la construction d'une entité politique européenne, celle-ci ne pouvant de toute évidence se réduire à la seule Europe occidentale. La formation d'une telle entité était (et demeure) à mes yeux l'une des conditions nécessaires à l'émergence d'un monde multipolaire. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la signature des accords de Yalta, l'Europe — et, au-delà, pratiquement le monde entier — se trouvait coupée en deux, chacune de ses parties étant à des degrés divers, et par des moyens de contrainte différents, dépendante de l'un des deux grands blocs existant alors : d'un côté le bloc soviétique, de l'autre le bloc atlantique, hâtivement assimilé au « monde libre ». Grâce à la chute du Mur de Berlin et à la désintégration du système soviétique, l'Europe a été réunifiée, ce dont je me suis félicité. Mais au lieu d'assister à l'émergence d'un véritable « plurivers » (Carl Schmitt), nous avons assisté à l'instauration d'un « uni-vers » dominé par l'hyperpuissance américaine, tandis que la globalisation, rendue possible elle aussi par la disparition de l'ex-URSS, a commencé à faire sentir tous ses effets. En d'autres termes, nous sommes passés d'un monde bipolaire à un monde unipolaire, largement dominé par les Etats-Unis d'Amérique. Je n'en fait pas reproche aux dirigeants de Washington, qui n'ont fait qu'exploiter la situation à leur avantage. Les Européens, eux, n'ont visiblement pas été à la hauteur de cette situation. Pris de court par les événements survenus à l'Est, ils n'ont tout simplement pas compris dans quel moment historique ils se trouvaient.

La construction européenne est aujourd'hui bloquée ou détournée de son sens. Elle a donné la priorité à l'économie et au commerce au lieu de la donner à la politique et à la culture. Au lieu de chercher à s'instaurer en puissance autonome, porteuse d'un véritable projet de civilisation, elle s'est refusée à poser la question de ses propres finalités et tend de ce fait à devenir un simple espace de libre-échange. Au lieu de créer les conditions d'un véritable fédéralisme fondé sur une application rigoureuse du principe de subsidiarité, elle tend à reproduire à un échelon supérieur toutes les tares de l'Etat jacobin. Au lieu de viser en priorité à l'approfondissement de ses structures politiques, elle s'est lancée dans un élargissement hâtif à des pays qui, hier satellites de l'Union soviétique, semblent aujourd'hui ne vouloir faire partie de l'Europe que pour s'y comporter en dociles vassaux des Etats-Unis.

2) *Comment appréciez-vous l'état du monde, de la culture, des sociétés, quinze ans après la « chute du communisme » ?*

En 1989, nous ne sommes pas seulement sortis de l'après-guerre et du XXe siècle (un siècle court, commencé en 1917). Nous sommes également sortis du vaste cycle de la modernité. L'Etat-nation qui, depuis le traité de Westphalie (1648), avait constitué la forme politique moderne par excellence, est entré dans un état de sclérose ou de déliquescence apparemment irréversible. Trop grand pour répondre à l'attente quotidienne des citoyens, il est en même temps devenu trop petit pour faire face aux phénomènes d'emprise économique, financière et technologique, qui se sont déployés à l'échelle planétaire à la faveur de la globalisation. Après avoir accompagné la désintégration des structures sociales organiques, l'Etat-Providence n'est plus aujourd'hui producteur de socialité, tandis que toutes les institutions qui fonctionnaient naguère comme autant de creusets d'intégration (école, armée, Eglises, partis et syndicats) sont entrées en crise. La visée politique moderne, qui tendait à faire coïncider sur un même territoire un peuple, une langue et une culture spécifiques, visée qui avait connu son apogée au XIXe siècle, a perdu toute signification du fait de la déterritorialisation des problèmatiques comme des phénomènes de délocalisation et d'immigration. La modernité vivait à l'heure des Etats, des peuples et des nations. La postmodernité suggère une autre triade : les continents, les communautés et les réseaux.

La globalisation nous fait vivre désormais dans un monde sans extérieur, qui tend à abolir l'espace et le temps. La rapidité de l'information, l'essor des marchés financiers, le développement des technologies, font que les événements se déroulent en « temps zéro » et que les frontières n'arrêtent et, surtout, ne garantissent plus rien. L'essence de la globalisation se résume à l'imposition unilatérale à l'ensemble du monde d'un modèle occidental fondé sur la diffusion des valeurs marchandes et de la logique du profit. Ce modèle a pour base normative la figure anthropologique de l'individu libéral : un être censé poursuivre en toutes circonstances son meilleur intérêt, déterminant rationnellement ses choix sans que ses appartenances soient constitutives de son moi. Dans une telle optique, la valeur est systématiquement rabattue sur le prix. Les hommes ne sont plus perçus qu'au travers de leur pouvoir d'achat, de leur capacité à travailler, produire et consommer. L'idée selon laquelle le bonheur se ramène à la consommation se répand partout (le langage publicitaire devient le paradigme de tous les discours sociaux), tandis que la domination de l'axiomatique de l'intérêt entraîne une véritable réification des rapports sociaux. Tout ce qui échappait encore naguère à la raison calculatrice intéressée, qu'il s'agisse de l'art, de la culture, de l'éducation ou du sport, se transforme en marchandise. Au-delà de l'alibi fourni par l'idéologie des droits de l'homme abstrait, l'homme concret n'est plus appréhendé qu'au travers de la raison marchande, la société s'assimilant à une simple addition d'individus obéissant aux lois du marché. Nous assistons ainsi à la colonisation de l'imaginaire par la marchandise et au règne sans partage de cet équivalent

universel qu'est l'argent. Certains reprochaient naguère au communisme son « internationalisme » et son « matérialisme ». C'est une ironie de l'histoire que de constater que la Forme-Capital s'est à l'expérience révélée beaucoup plus apte que le communisme à réaliser un monde de plus en plus conforme à ces deux modes de pensée.

Cette situation entraîne bien entendu des résistances et sécrète ses propres contradiction. Au sein des sociétés occidentales, l'apparition d'un chômage désormais structurel, et non plus conjoncturel, entraîne de nouvelles formes d'exclusion, qui détériorent chaque jour un peu plus le lien social dans un climat général de misère anonyme, d'anomie et de solitude de masse. L'aliénation par la marchandise se substitue (ou s'ajoute) à la simple aliénation de la force de travail. L'obsession de la croissance se traduit par le pillage de la planète, l'aggravation des inégalités entre les pays et à l'intérieur de chaque pays (les riches sont toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres), la destruction méthodique des ressources naturelles, l'enlaidissement des paysages, l'éradication des identités collectives et des cultures populaires, l'accumulation des scandales financiers. La religion du progrès, qui avait porté la modernité, s'en trouve discréditée d'autant : l'avenir est désormais plus porteur de menaces que de promesses. La globalisation, enfin, fait naître par réaction des formes d'irrédentisme ou de nationalisme convulsif, qui constituent autant de repoussoirs commodes immédiatement instrumentalisés par la Forme-Capital. La dénonciation du « communautarisme » devient ainsi un prétexte pour disqualifier la notion même d'identité, tandis que la lutte contre un « terrorisme » dont on ne se soucie pas d'analyser les causes politiques réelles devient un moyen pratique de restreindre toujours plus les libertés, au risque de parvenir à terme à une société de fichage permanent et de surveillance totale.

Peut-on dire que les pays occidentaux constituent de véritables démocraties ?

Dans le monde d'aujourd'hui, la vaste majorité des hommes qui possèdent un réel pouvoir de décision tiennent ce pouvoir de la nomination ou de la cooptation, et non de l'élection. Les institutions européennes sont elles-mêmes largement dépourvues de légitimité démocratique, comme en témoigne le fait qu'on cherche actuellement à doter l'Europe d'une Constitution sans même se soucier de poser le problème du pouvoir constituant. Dans le même temps, on constate que les dirigeants élus sont de plus en plus impuissants par rapport aux phénomènes d'emprise planétaire dont j'ai parlé. La démocratie n'est dès lors plus que l'ombre d'elle-même. Elle se ramène à un formalisme rituel, c'est-à-dire à une apparence.

Le juste discrédit dans lequel sont tombées des dictatures bureaucratiques qui se présentaient comme des « démocraties populaires » a par ailleurs contribué à répandre l'idée qu'il n'y a de véritable démocratie que

parlementaire, représentative et libérale. D'un strict point de vue politologique, cette idée est un non-sens. La démocratie est un type de régime politique où la souveraineté appartient au peuple. Le libéralisme est une idéologie qui ne veut connaître que des individus. Elle n'est associée intrinsèquement ni à la notion de peuple ni à celle de citoyen. Le principe fondateur de la démocratie est l'égalité politique des citoyens au seul motif qu'ils sont des citoyens et que la citoyenneté n'est pas susceptible d'un plus ou d'un moins. Le principe fondateur du libéralisme est une liberté abstraite, implicitement conçue sur le modèle de la liberté de vendre et d'échanger. Démocratie et libéralisme peuvent donc parfaitement entrer en contradiction. Le libéralisme, par exemple, ne peut s'accommoder d'une décision démocratique se traduisant par ce qu'il considèrerait comme une « atteinte aux droits de l'homme ». L'évolution du droit international vers une légitimation du « droit d'ingérence » dans les affaires intérieures d'un Etat théoriquement souverain peut également contredire l'élection régulière des dirigeants de cet Etat. Le libéralisme, en d'autres termes, n'admet les procédures démocratiques que sous condition. Dans les faits, il ne reconnaît que celles qui sont conformes à ses valeurs ou à ses intérêts.

Le libéralisme est en outre fondamentalement antipolitique (ou « impolitique ») en ce sens qu'il définit la liberté comme la part de l'existence humaine qui peut être légitimement soustraite à la vie publique. Dans une vision démocratique, la liberté se définit au contraire comme la possibilité donnée à tous les citoyens de participer pleinement à cette vie publique, ce qui signifie notamment qu'on ne saurait être libre dans une collectivité qui elle-même ne l'est pas. La conclusion qu'il faut en tirer, à une époque où l'on assiste à une crise généralisée de la représentation, est qu'une société est d'autant plus démocratique qu'elle crée les conditions d'une plus grande participation de tous ses membres à la vie politique. C'est la raison pour laquelle j'en tiens personnellement pour une démocratie participative — et non pas seulement pour une démocratie représentative — au sein de laquelle la délibération et la décision sont exercées à partir de la base, seules étant renvoyées à un échelon supérieur les décisions intéressant des niveaux plus vastes.

Que signifie pour vous la « pensée unique » ?

Elle signifie que, sur un nombre de sujets de plus en plus grand, n'est plus admis dans le discours public dominant qu'un type d'opinions « politiquement correctes » présumées consensuelles. Le résultat le plus visible est que, d'un journal à l'autre, d'une chaîne de télévision à une autre, on ne lit ou n'entend plus que la même chose. Cette évolution, qui a été rapide, a des causes multiples. Les désillusions engendrées par l'effondrement d'un certain nombre de régimes qu'on avait naguère imprudemment érigés en modèles ont bien entendu joué un rôle. Sous l'impulsion des médias, qui ne

cessent de suggérer que nous vivons, sinon dans le meilleur des mondes possibles, du moins dans un système préférable à tout autre, l'idée s'est répandue qu'aucune alternative à ce système ne pouvait plus être envisagée. L'histoire serait en quelque sorte terminée, comme l'assure Francis Fukuyama, et les hommes seraient voués à vivre pour toujours sous l'horizon de la fatalité, dans l'empire universel de la marchandise. Il en est résulté, non pas seulement la disparition de toute perspective révolutionnaire, mais un tragique effondrement de la pensée critique.

Une autre cause de la « pensée unique », sans doute plus fondamentale, réside dans la subversion du politique par l'économique et l'expertocratie. Ce qui fait l'essence du politique, à commencer par le fait que le rôle d'un homme politique consiste à trancher en vue du bien commun par rapport à une pluralité de possibles, l'histoire restant bien entendu toujours ouverte, a été perdu de vue. On s'est habitué à croire que la politique se réduit à une série de réformes de type gestionnaire. Les problèmes sociaux seraient avant tout l'affaire des experts, qui en ont une approche purement technicienne. Pour chaque problème, il n’y aurait donc « rationnellement » qu'une solution possible. Une telle évolution revient à se préoccuper des moyens sans plus jamais s'interroger sur les finalités. Le résultat, sur le plan politique, est un extraordinaire recentrage des programmes et des points de vue, qui fonctionne électoralement comme une machine à produire de la désillusion. Les citoyens votent successivement pour des partis différents, qui font tous plus ou moins la même chose. L'alternance n'implique plus d'alternative. A la seule exception de certains mouvements de type écologiste, aucun parti ne propose plus de changer de société. Parallèlement, le pouvoir apparaît réservé de façon précodée à ceux dont on est sûr par avance qu'ils ne changeront pas le système. Perpétuellement déçus dans leur attente, les citoyens tendent alors à se réfugier dans l'abstention, à voter systématiquement pour des partis populistes ou purement protestataires, à moins qu'ils ne réalisent tout simplement que la vraie vie est ailleurs.

Vous êtes considéré dans les salons parisiens comme l'idéologue de la Nouvelle Droite. Que signifient pour vous aujourd'hui les concepts de droite et de gauche ?

La Nouvelle Droite n'est pas une autodésignation, mais une appellation qui s'est répandue dans les médias à partir de 1979. J'ai maintes fois eu l'occasion de dire que je ne m'y suis jamais vraiment reconnu. D'une part, la Nouvelle Droite n'a jamais été un mouvement politique, mais une mouvance culturelle : je ne suis moi-même qu'un intellectuel, pas un acteur de la vie politique. D'autre part, le mot « droite » n'a jamais eu de signification univoque. Non seulement sa signification a varié selon les époques et les lieux, mais on a toujours vu coexister toutes sortes de « droites » et de « gauches », dont personne n'a jamais pu donner une définition objective véritablement unitaire.

Les notions de droite et de gauche sont apparues avec la modernité, elles tendent à disparaître avec elle. Aujourd'hui, elles n'ont plus aucune valeur opératoire pour décrire les options ou prédire les comportements politiques. Tous les grands événements intervenus depuis une quinzaine d'années, qu'il s'agisse de la construction européenne, de la réunification de l'Allemagne, des agressions américaines contre l'Irak ou la Serbie, de l'aggravation du conflit israélo-palestinien, etc. ont fait apparaître dans le paysage politique des clivages transversaux, qui transcendent les frontières politiques ou sociologiques traditionnelles. De leur côté, les enquêtes d'opinion font régulièrement apparaître une part grandissante de citoyens qui ne se reconnaissent plus dans le clivage gauche-droite, clivage qui ne se maintient plus que dans la vie parlementaire classique — à grand peine d'ailleurs, compte tenu du « recentrage » des partis institutionnels. Sur le plan des idées, les choses sont encore plus frappantes : il n'est tout simplement plus possible de classer « à droite » ou « à gauche » la grande majorité des essais qui se publient actuellement. Dans la réalité, les affrontements politico-idéologiques n'opposent plus la droite et la gauche mais, par exemple, les partisans et les adversaires de l'Europe, les régionalistes et les jacobins, les « démocrates » et les « républicains » (pour reprendre une distinction bien française théorisée par Régis Debray), les « conservateurs » écologistes et les « progressistes » libéraux, les tenants des « droits de l'homme » et les défenseurs de la « cause des peuples », etc. Pour ma part, il y a longtemps que j'en ai tiré la leçon. Je ne me reconnais aujourd'hui dans aucune « droite » existante, et me sent beaucoup plus souvent en sympathie avec certaines « gauches ». Je pourrais dire aussi que je suis un homme qui a plutôt des « valeurs de droite » et des « idées de gauche ». Mais de telles formules n'ont qu'une portée limitée. Ce qui m'intéresse, ce ne sont pas les étiquettes, mais les contenus. Le grand clivage à mes yeux est l'attitude que l'on adopte vis-à-vis de la domination de la Forme-Capital, parce que cette domination constitue à mon sens le fait principal de l'état actuel du monde. En tant qu'intellectuel, que philosophe politique et qu’historien des idées totalement indépendant, j'essaie avant tout de comprendre et de faire comprendre le moment historique qui est le nôtre. C'est dire que je ne me soucie pas de me situer à droite ou à gauche, mais seulement de formuler, le moins maladroitement possible, ce que je crois être des idées justes.